

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/TPR/G/131
24 mai 2004

(04-2118)

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: français

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

BÉNIN

Rapport du Gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la déclaration de politique générale présentée par le gouvernement du Bénin est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur le Bénin.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. INTRODUCTION	5
II. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	5
1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL	5
2) ANALYSE DE L'ÉCONOMIE PAR SECTEUR	6
a) Secteur primaire	6
b) Secteur secondaire	7
c) Secteur tertiaire	7
III. POLITIQUE ET PRATIQUES ÉCONOMIQUES	8
1) OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE	8
2) OBJECTIFS SECTORIELS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	8
a) Secteur de l'agriculture	9
b) Secteur des services	10
c) Secteur de l'industrie	11
d) Commerce informel	12
e) Énergie	13
f) Renforcement de la compétitivité de l'économie	14
g) Maîtrise de la gestion de l'économie	14
h) Lutte contre la pauvreté	15
3) DESCRIPTION GÉNÉRALE DU RÉGIME D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION	16
a) Importations	16
b) Exportations	16
4) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	16
a) Lois et règlements régissant l'application de la politique commerciale	16
IV. CADRE DE FORMULATION ET DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	17
1) CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	17
a) Amélioration de l'environnement institutionnel et réglementaire en matière commerciale	17
- Mesures d'ordre institutionnel	17
- Mesures d'ordre réglementaire et législatif	18
- Conditions générales d'installation pour l'exercice des activités commerciales	18
2) DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DE FORMULATION ET DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	19
a) Institutions impliquées dans le développement du commerce	19
V. LES INSTRUMENTS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE	21
1) LES MESURES TARIFAIRES	21
- Les droits de douanes	21
- Taxes à l'exportation	21

	<i>Page</i>
- Taxe dégressive de protection	21
- Tarif Extérieur Commun	22
- Taxes intérieures	22
- Évaluation en douane	22
2) AUTRES INSTRUMENTS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE	22
a) inspection avant expédition	22
b) code communautaire de la concurrence	23
VI. CONCLUSION	23

I. INTRODUCTION

1. Le Bénin est un pays de l'Afrique Occidentale entouré à l'Est par le Nigéria, et à l'ouest par le Togo, au Nord par le Burkina Faso et le Niger et au sud par l'Océan Atlantique.
2. La superficie du territoire du Bénin est de 114.763 km². La population du Bénin était évaluée à 6,75 millions d'habitants au dernier recensement général de la population et de l'habitat de 2002. Le taux de croissance démographique est de 3,2% par an.
3. Le revenu annuel par habitant au Bénin qui est de l'ordre de 390 dollars américains, le classe parmi les pays les moins avancés du monde.
4. Le Bénin est une république laïque, démocratique et sociale. Il est indépendant depuis le 01 août 1960.
5. En vertu de la constitution du 11 décembre 1990, le Bénin a opté pour un régime présidentiel. Le Président est élu au suffrage universel pour un mandat de 5 ans renouvelable, la limite d'âge des candidats aux élections présidentielles est fixée à 70 ans.
6. Le Président de la République est détenteur du pouvoir exécutif, il détermine la politique de la nation et nomme les membres du gouvernement.
7. Le Président actuel de la République du Bénin est le Général Mathieu KEREKOU, il exerce un deuxième mandat depuis les élections de mars 2001.
8. L'assemblée Nationale vote les lois, elle compte actuellement 83 députés.
9. Depuis l'adoption de la loi N° 97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale de la République du Bénin, le territoire national est découpé en douze (12) départements placés chacun sous la direction d'un Préfet.

II. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1) ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL

10. Depuis le premier examen de politique commerciale qui a eu lieu en 1997, le Bénin a poursuivi les réformes engagées depuis 1990 dans le cadre des différents programmes d'ajustement structurel, tout en mettant un accent particulier sur la stratégie de réduction de la pauvreté. Dans ce cadre, et tout en poursuivant son programme de stabilisation macro économique et de réforme structurelle, des objectifs principaux ont été définis dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, à savoir: la maîtrise des finances publiques, le soutien à la politique monétaire commune de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'accélération des réformes structurelles (secteur coton et réformes du secteur public).
11. A partir des années 1990, le Bénin a renoué avec la croissance économique qui a connu une évolution en dents de scie. Ainsi, d'un taux de croissance de 5,7% en 1997, le Produit Intérieur Brut (PIB) est passé à un taux de 5,8% en 2000 et 6% en 2002.
12. Cette évolution est le reflet de la crise énergétique intervenue en 1998 et de la baisse significative de la contribution du secteur primaire qui a connu de sérieuses difficultés au niveau de sa composante prépondérante qui est le coton, du fait des subventions accordées par certains pays développés à leurs producteurs de coton.

13. La mise en application du Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) le 31 janvier 2000 a été bénéfique pour le pays. Comparé aux cinq années (1992-1996) qui ont précédé cette période, la situation économique s'est améliorée en passant d'un taux moyen de croissance de 4,6% à 5,2%.

14. L'économie béninoise reste dominée par les activités du secteur tertiaire qui constitue le secteur prépondérant et dont la valeur ajoutée représente en moyenne 48,5% du PIB.

15. Le commerce extérieur formel du Bénin est caractérisé par un déficit structurel de sa balance commerciale. Ce déficit qui remonte au début des années 1950 n'a cessé de croître jusqu'à ce jour.

16. Le niveau relativement élevé des échanges extérieurs du Bénin s'explique en grande partie par le niveau des activités de réexportation. Les importations du Bénin restent dominées par les produits alimentaires, les biens d'équipement, les textiles les produits énergétiques et les produits pharmaceutiques.

17. Quant aux exportations, elles restent dominées par les produits de la filière coton (fibres et graines) qui représentent environ 70% du volume total des exportations. Les noix de cajou viennent en deuxième position, suivies des tabacs et cigarettes.

2) ANALYSE DE L'ÉCONOMIE PAR SECTEUR

a) Secteur primaire

18. Le secteur primaire représente un peu plus du tiers du PIB et occupe plus de 65% de la population active. En terme de valeur ajoutée, il contribue en moyenne pour 37% à la formation du PIB. La contribution du secteur primaire à la croissance du PIB a évolué en dents de scie au cours de la période 1997 – 2002. Elle est passée de 2,3% en 1997 à 1,7% en 1999 avant de remonter à 2,6% en 2000.

19. **L'agriculture** avec le coton, le palmier à huile et les cultures vivrières constitue une composante significative du PIB (37% du PIB et 70% de la population active).

20. Tout considéré, le secteur primaire connaît beaucoup de péripéties et d'insuffisances qui maintiennent un grand nombre de ses acteurs dans la pauvreté.

21. **Le sous secteur pêche** occupe plus de 43.000 pêcheurs dont 4.000 sur les eaux maritimes d'une étendue de 3.100km², et 39.000 pêcheurs sur les eaux continentales couvrant 6.700 hectares. La quantité des produits halieutiques pêchée s'élève à 42.000 tonnes et leur consommation avoisine 60.000 tonnes. Le sous - secteur pêche fait vivre plus de 300.000 personnes. Malgré cette importance socio économique celui-ci fait l'objet de peu d'attention et son développement rencontre des problèmes qui ne sont pas toujours résolus et qui sont liés aux difficultés d'écoulement des produits de pêche, à la dégradation de l'environnement fluvio -lagunaire due à la sédimentation et au comblement des plans d'eau.

22. **Au niveau de l'aquaculture**, on constate l'inexistence de politique pour sa promotion, l'absence de moyens (crédit – encadrement) et la mauvaise connaissance des espèces à élever.

23. Le sous secteur de l'élevage.

Au Bénin, on peut répartir la quasi-totalité des animaux d'élevage en deux systèmes d'élevage traditionnel, le système pastoral et agro pastoral. Le cheptel national est estimé à environ 1.350.000

bovins, 1.650.000 petits ruminants, 500.000 porcins et 10.000.000 de volaille toutes espèces confondues et est conduit selon le système pastoral.

24. L'élevage à but commercial est relativement réduit et est basé sur l'utilisation de facteurs de production importés. Ce type d'élevage concerne surtout le lapin, l'aulacode, la volaille et le porc de souche importée.

25. Ce sous-secteur occupe une place importante dans la production alimentaire nationale.

b) Le secteur secondaire

L'industrie

26. Le secteur secondaire est beaucoup moins important dans l'appareil productif béninois. En effet il occupe moins de 10% de la population active et contribue pour 14% en moyenne à la formation du PIB sur la période 1997-2001. Sa contribution à la croissance est insignifiante, elle était de 0,6% en 1997 et a connu une baisse jusqu'en 1999 avant de connaître une amélioration en 2000 et 2001 soit respectivement 1,3 et 1,4%. Cette situation s'explique par le faible niveau des investissements dans ce secteur.

c) Le secteur tertiaire

27. Le commerce constitue la principale branche du secteur tertiaire. Il contribue en moyenne pour près de 18% à la formation du PIB, mais les activités se déroulent en grande partie dans l'informel. En effet, beaucoup d'indigents (pauvres) à la recherche du pain quotidien s'engagent dans les activités commerciales, quelques fois avec le soutien des structures de micro – finance et limitent leurs activités à une micro – vente permettant de disposer de revenus de survie.

28. Le secteur tertiaire est celui qui continue d'assurer un rôle de premier plan dans l'économie béninoise. Il constitue le secteur prépondérant de part l'importance de la valeur ajoutée qu'il dégage dans la formation du PIB (48,5% du PIB). Sa contribution à la croissance du PIB est passée de 2,9% en 1997 à 2,4% en 2001. Les années 1998 et 2000 ont connu sa plus faible contribution (1,9%).

29. Le sous – secteur des transports qui constitue un sous – secteur significatif du secteur tertiaire affiche un poids variant entre 7% et 8% sur la période considérée. Il est avant tout destiné à favoriser les échanges, il permet de toucher une rente de passage sur le transit international (il représente un quart du trafic du port de Cotonou, près des 2/3 du trafic des chemins de fers de l'Organisation Commune des chemins de fer Bénin - Niger), et de valoriser les productions nationales en les reliant aux marchés locaux et régionaux.

30. Ce secteur est un grand pourvoyeur d'emplois malgré la prédominance des activités informelles, ce qui explique certainement la faiblesse des rendements constatés.

31. Les différents modes de transport affichent des insuffisances qui mériteraient d'être corrigées.

32. Les transports maritimes qui s'effectuent par l'entremise du port constituent un maillon essentiel du commerce et mériteraient un soutien adéquat afin de lui permettre de jouer son rôle de levier au niveau des activités portuaires.

33. Les transports ferroviaires se trouvent dans un état préoccupant. Malgré la restructuration des années 1990, l'Organisation Commune Bénin-Niger est toujours en bute à des difficultés, lesquelles

sont renforcées par la concurrence des gros porteurs avec le bitumage de la route Savè-Parakou et Parakou-Malanville.

34. Les transports routiers sont essentiellement l'œuvre de petites sociétés non structurées qui assurent le service de transport au moyen de quelques véhicules usagés sans aucune étude de marché.

35. Le transport aérien est marginal, à l'exception de l'aéroport de Cotonou avec une desserte intérieure inexistante.

III. POLITIQUES ET PRATIQUES COMMERCIALES

1) OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE

36. Soucieuse de mener à bien sa mission constitutionnelle et de se donner un cap déterminé à partir des orientations cardinales ayant sous-tendu l'adhésion du peuple béninois à son projet de société, le Général Mathieu KEREKOU et sa nouvelle équipe gouvernementale ont adopté, au terme d'un séminaire tenu du 07 au 09 juin 2001, le Programme d'Action du Gouvernement (PAG).

37. Ce programme est en parfaite adéquation avec la vision, l'approche et les objectifs de développement dégagés par les études nationales de perspectives à long terme initiées par le gouvernement en 1996 et a été conçu dans l'optique de la nécessaire transition vers le Bénin de 2025 «un pays phare, un pays bien gouverné, uni et de paix, à économie prospère et compétitive, de rayonnement structurel et de bien-être social».

38. Il s'agit de faire évoluer notre pays vers un environnement socio-économique, harmonieux, de paix et de prospérité, ce qui implique l'identification et la prise en compte d'objectifs multisectoriels, précis et cohérents, judicieusement programmés dans le temps et dans l'espace.

39. Neuf grands objectifs déclinés en actions sectorielles à exécuter dans des délais précis constituent l'épure de ce programme d'action du gouvernement à savoir:

- Consolidation de la démocratie et de la bonne gouvernance;
- Renforcement des bases matérielles de l'économie;
- Renforcement de la compétitivité de l'économie;
- Maîtrise de la gestion de l'économie et des finances;
- Aménagement du territoire et développement équilibré;
- Renforcement de la lutte contre la pauvreté;
- Jeunesse, genre et développement;
- Renforcement de l'unité nationale et gestion des solidarités;
- Promotion d'un rayonnement international et de l'intégration africaine.

2) OBJECTIFS SECTORIELS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

40. Dans le domaine du renforcement des bases matérielles de l'économie, les objectifs spécifiques dans les divers domaines se résument comme ci-après:

a) Secteur de l'agriculture

41. La politique du Gouvernement dans ce secteur est:

- de moderniser et de développer l'agriculture à travers l'amélioration des modes et moyens de production, la diversification de l'agriculture, la conservation et la transformation des produits agricoles.

42. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement du Bénin envisage la mise en œuvre des actions ci-après:

- Mise en œuvre de la déclaration de politique de développement rural;
- Mise en œuvre du schéma directeur du développement rural;
- Réduction des facteurs de production par la fiscalité et toutes autres mesures appropriées;
- Appui à la promotion des savoirs locaux et des technologies adaptées;
- Mise en place des organisations professionnelles et de gestion des filières agricoles;
- Prise de mesures de promotion de la consommation des produits locaux;
- Élaboration de plans de développement et mise en œuvre d'actions en faveur de certains produits agricoles tels que le manioc et les noix de cajou. et
- d'assurer le financement adéquat de l'agriculture à travers:
 - l'élaboration d'un plan d'action sur le financement durable de l'agriculture de l'élevage et de la pêche;
 - la poursuite de l'appui aux structures de financement spécialisée pour l'agriculture;

Production animale

43. Dans le domaine de la production animale, l'objectif du Gouvernement est moderniser les systèmes de production animale à travers la promotion du développement de l'élevage, le développement durable de la pêche artisanale.

44. Cet objectif ne pourra être qu'à travers la mise en œuvre des actions ci-après:

- Renforcement de l'encadrement technique des producteurs;
- Mise en œuvre de la politique de développement;
- Renforcement du suivi sanitaire et de l'inspection vétérinaire;
- Programme spécial de lutte contre les épizooties;
- Développement des cultures fourragères et aménagement de points d'eau;
- Élaboration et mise en œuvre du code des pêches;
- Développement de la pisciculture sur les plans d'eau;
- Valorisation des produits de pêche (traitement et commercialisation);
- Étude pour la construction d'un port de pêche artisanale.

b) Secteur des services

Tourisme

45. Dans le domaine du tourisme, les objectifs du Gouvernement sont entre autres:

- promouvoir le développement du tourisme à travers l'aménagement des sites touristiques;
- la valorisation des ressources touristiques et l'adoption des mesures incitatives pour susciter et encourager les investissements privés dans le domaine du tourisme.

46. Cet objectif pourra être atteint à travers:

- L'opérationnalisation du plan d'action touristique;
- La création d'un centre de formation aux métiers du tourisme;
- La création d'agence régionale de développement du tourisme;
- Le classement des sites et des ressources touristiques;
- La conclusion d'accords de partenariat en vue construire des infrastructures hôtelières et touristiques, notamment des hôtels de classe internationale.

Artisanat

47. Dans ce domaine, le Gouvernement envisage de promouvoir le développement de l'artisanat à travers l'amélioration du cadre institutionnel et réglementaire, la mise en œuvre des actions de promotion du secteur.

48. Cet objectif pourra être atteint à travers:

- l'organisation de foires et salons nationaux et internationaux (salon de la culture, de l'artisanat et du tourisme et salons spécialisés);
- la réalisation de supports médiatiques sur le secteur de l'artisanat.

Télécommunications

49. Dans le domaine des télécommunications, l'État s'est fixé pour objectifs:

- le développement et la modernisation des télécommunications à travers l'augmentation de la télédensité de 1% en 2001 à 4% en 2005 pour le téléphone fixe;
- le développement des infrastructures interurbaines de télécommunication;
- le développement et la modernisation des infrastructures de télécommunication internationale.

50. Les actions prévues pour atteindre cet objectif sont entre autres:

- la poursuite de la réforme du secteur des télécommunications;
- l'achèvement du projet câble sous-marin SAT3 à Cotonou.

Transports

51. Le domaine des transports, il sera procédé à l'amélioration de la chaîne des transports en assurant la compétitivité du port, en développant et en modernisant les infrastructures aéroportuaires.

52. Par ailleurs, il sera procédé à l'aménagement et à la réhabilitation des axes routiers et à la modernisation du réseau ferroviaire.

53. Cet objectif pourra être atteint à travers:

- la mise en place d'une informatisation communautaire des acteurs portuaires;
- l'extension des quais du port;
- la construction d'un second port et/ou d'un port sec;
- le réaménagement de l'aérogare fret, passagers et parking stationnement avions;
- la réhabilitation de la tour de contrôle de Cotonou;
- la poursuite des réformes de la gestion de l'Organisation Commune Bénin-Niger de chemins de fer;
- aménagement et la réhabilitation des pistes rurales.

54. L'aménagement et la réhabilitation des pistes rurales implique l'aménagement ou l'entretien de 11.700 km de pistes rurales dans tous les départements.

c) Secteur de l'Industrie

55. Dans le domaine de l'industrie, les objectifs du gouvernement visent à relancer le secteur industriel à travers l'adoption et la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de l'industrie et des petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries.

56. C'est dans cette vision de l'industrialisation du Bénin que les orientations fondamentales suivantes ont été retenues:

- sauvegarde du potentiel industriel existant;
- densification et diversification du tissu industriel.

57. Ces orientations s'inscrivent dans le cadre du libéralisme économique décidé à la Conférence des Forces Vives de la Nation de février 1990 et des décisions de la Conférence Économique Nationale de novembre 1996 qui prône:

- le désengagement total de l'État du secteur productif en général et industriel en particulier;
- l'engagement total du secteur privé dans le secteur productif;
- la promotion du secteur privé, véritable artisan de la croissance industrielle au Bénin;
- le rôle de l'État en tant qu'organisateur de l'environnement institutionnel et régulateur de l'économie nationale.

58. Les objectifs retenus à partir des orientations exposées supra sont:

- pérenniser le tissu industriel existant,

- promouvoir la création et le développement de nouvelles entreprises industrielles compétitives;
- poursuivre le renforcement de l'environnement institutionnel et réglementaire;
- promouvoir des cadres d'échanges et de concertations entre les acteurs du secteur industriel;
- renforcer les capacités des entreprises et des structures d'encadrement.

59. Pour atteindre ces objectifs plusieurs actions sont prévues dont la mise en œuvre implique l'administration publique, le secteur privé et les partenaires au développement. Au nombre de ces actions, nous pouvons retenir pour l'essentiel:

- la restructuration ou la réhabilitation des industries existantes;
- la création et la mise en œuvre d'un fonds d'aide à l'industrie;
- la promotion de la consommation des produits industriels locaux;
- la promotion des mécanismes et instruments spécifique à la promotion des Petites et Moyennes entreprises (PME) et des Petites et Moyennes Industries (PMI);
- la poursuite de l'amélioration de l'environnement institutionnel et réglementaire des entreprises;
- la consolidation des instruments qui contribuent à la promotion et à la diversification de la production;
- la promotion des actions de recherche sur les cultures autres que le coton;
- la création d'un cadre institutionnel national spécifique aux industriels, ce, après concertation entre l'État et le secteur privé;
- la création des cadres institutionnels sectoriels à caractère professionnel spécifique aux industriels, ce, après concertation du secteur privé;
- la promotion de la synergie requise entre les industries et les institutions de recherche développement et de formation technologique.

60. Les actions retenues seront mises en œuvre avec un esprit de cohérence dans le processus de développement du secteur industriel. Certains sont des textes ou des procédures administratives à mettre en place pour permettre un développement harmonieux et optimal de l'industrie. D'autres sont des mesures incitatives destinées à attirer des capitaux dans le secteur. Il y a aussi des projets d'investissement qui visent pour certains à renforcer les infrastructures de base indispensable à l'essor du secteur et pour d'autres à valoriser le capital humain en vue de l'amélioration de la productivité et par ricochet la compétitivité de l'industrie béninoise. Le financement des différentes actions incombe respectivement à l'État et au secteur privé. La création du cadre institutionnel approprié et incitatif pourra susciter l'engouement des opérateurs économiques privés à s'investir plus dans le secteur.

d) Commerce informel

61. Le commerce informel occupe une place importante dans les transactions commerciales du Bénin avec le reste du monde.

62. Bien que ce commerce se fasse la plupart du temps sous forme de contrebande, certaines structures comme le Laboratoire d'Analyse et de Recherche (LARES) et l'Institut National de Statistique et d'analyses Économiques (INSAE) ont procédé à des estimations tant en ce qui concerne les importations que les exportations.

Importations non enregistrées

63. Les importations non enregistrées en provenance du Nigéria estimées par le LARES pour l'année 1999 se situent autour de 100 milliards, ce qui fait de ce pays le principal fournisseur du Bénin au lieu de la France comme on l'observe avec les statistiques officiellement enregistrées. Une estimation réalisée par l'INSAE pour la même année, en ce qui concerne l'ensemble des provenances situe les importations non enregistrées autour de 104 milliards de francs CFA. Il convient de rappeler ici que les importations officielles s'élèvent à moins de 429 milliards de Francs CFA.

Exportations non enregistrées

64. Les exportations non enregistrées ont été estimées par le service de la comptabilité nationale de l'INSAE et ont permis d'avoir à l'année de base 1999, un montant d'environ 140 milliards de Francs CFA.

65. Les principaux produits qui sont exportés du Bénin vers les pays limitrophes sont: les poulets congelés, les tissus, les véhicules d'occasion, les friperies, les conserves de tomates, l'igname, etc.

66. Le Nigéria reste le premier client du Bénin surtout avec le trafic des véhicules d'occasion et de certains produits agricoles.

La réexportation

67. A côté d'une réexportation officielle réduite en volume et en valeur, s'est développée une réexportation informelle portant sur des produits prohibés ou soumis à des taux de droit de douane très élevés au Nigéria. Ce trafic concerne divers produits dont la nature varie en fonction de la conjoncture et des mesures de politique commerciale au Nigéria.

68. Le trafic de réexportation qui procure des revenus à un nombre important de béninois permet à l'État d'encaisser des recettes fiscales importantes. Ainsi, les recettes perçues sur une dizaine de produits de réexportation en 1997 sont estimées à plus de 31 milliards de Franc CFA.

e) Énergie

69. Dans ce domaine le Gouvernement prévoit de: rendre l'énergie disponible et compétitive à l'accroissement de la capacité de production de l'énergie électrique et le développement des énergies nouvelles et renouvelables.

70. Cet objectif pourra être atteint grâce:

- à la réhabilitation des stations d'énergie solaire et l'extension du réseau à 20 nouveaux sites;
- au soutien au projet Inter-État gazoduc;
- à la promotion du biogaz et de la substitution du gaz au charbon dans les ménages;
- à la promotion de la substitution du gaz naturel au fuel dans les industries;
- à la création d'un centre régional de recherche et de développement de nouvelles technologies pour la promotion de l'utilisation des énergies nouvelles et renouvelables.

f) Renforcement de la compétitivité de l'économie

71. Dans ce domaine, les objectifs spécifiques sont entre autres:

- d'améliorer l'environnement économique des entreprises;

72. Cet objectif ne pourra être atteint qu'à travers:

- l'étude et la mise en œuvre des mesures qui favorisent les activités des entreprises;
- la révision de la loi sur le commerce en République du Bénin;
- l'adoption de la loi sur la concurrence;
- l'adoption et la mise en œuvre d'une politique Nationale de développement du commerce;
- la promotion d'une interface aux investisseurs étrangers;
- le programme spécial de promotion des PME/PMI;
- le renforcement du système de normalisation et de gestion de la qualité.

73. - Poursuivre la libéralisation de l'économie.

74. Dans ce cadre diverses actions sont envisagées, à savoir:

- l'adoption de textes réglementaires relatifs à la libéralisation de l'économie;
- la poursuite de la libéralisation des secteurs de l'eau, de l'énergie et des télécommunications;
- la poursuite de la libéralisation de la filière coton;
- la poursuite et la mise en œuvre du programme de relance du secteur privé.

g) Maîtrise de la gestion de l'économie

75. Dans le domaine de la maîtrise de la gestion de l'économie et des finances, les objectifs spécifiques du gouvernement du Bénin sont entre autres:

76. - L'amélioration des capacités de gestion stratégique du développement et de la gestion macro-économique à travers:

- la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente en vue d'une meilleure maîtrise de l'inflation et d'une croissance durable;
- la maîtrise des prix des produits de grande consommation;
- un meilleur encadrement des dépenses publiques;
- une politique économique conforme à la convergence macro économique au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine.

77. - L'assainissement du porte feuille de l'État;
- l'amélioration des mécanismes de mobilisation de ressources.

78. La réalisation de ces objectifs implique les actions ci-après:

- le maintien du taux d'inflation en dessous de 3%;
- la Poursuite et renforcement des réformes structurelles;

- l'accroissement des capacités de stockage et constitution de stocks tampon de céréales;
 - le Contrôle accru de l'engagement des dépenses publiques;
 - le respect des règles de la convergence, tant à l'élaboration qu'à l'exécution des politiques économiques;
 - l'apurement des arriérés de la dette intérieure de l'État;
 - l'affinement des procédures de paiement des dépenses publiques;
 - l'amélioration des capacités de recherche de financement et de suivi de la gestion des ressources mobilisées.
79. - La poursuite des réformes budgétaires;
- le renforcement des institutions financières nationales et;
- l'assainissement de la gestion des entreprises publiques.
80. La réalisation de ces objectifs appelle la mise en œuvre des actions ci-après:
- la consolidation des réformes visant l'accroissement des recettes de l'État;
 - la centralisation des recettes des structures autonomes au niveau du budget général de l'État;
 - la maîtrise de l'élaboration du budget unifié;
 - la mise en œuvre judicieuse du code des marchés publics;
 - le renforcement des capacités d'élaboration, de suivi et d'évaluation des programmes et projets d'investissement publics;
 - le développement et le renforcement des structures de micro crédit;
 - l'assainissement et la restructuration des entreprises publiques.

h) Lutte contre la pauvreté

81. Dans le domaine du renforcement de la lutte contre la pauvreté, les objectifs que s'est fixé le Gouvernement sont entre autres:

- la mise en œuvre des recommandations contenues dans le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP);
- la mise en œuvre d'une politique en faveur des couches les plus défavorisées;
- l'amélioration des indicateurs de santé;
- le relèvement du taux de couverture en infrastructure sanitaire de 80% en 2001 à 100% en 2006;
- la lutte contre le SIDA, le paludisme et les principales maladies;
- la promotion de l'enseignement de base;
- la promotion des logements économiques;
- l'extension du réseau électrique en portant le taux de couverture de 22% en 2001 et 27% en 2006.

82. Pour atteindre ces objectifs que le gouvernement a jugés prioritaires pour lutter contre la pauvreté, un planning d'actions a été envisagé, à savoir:

- la vulgarisation du document de stratégie de réduction de la pauvreté (DRSP);

- la promotion des activités de micro finance;
- l'élaboration et mise en œuvre de la politique de protection sociale;
- l'amélioration de la fonctionnalité des structures sanitaires existantes;
- le renforcement de la capacité de conservation des vaccins;
- le renforcement des capacités de gestion des programmes élargis de vaccination;
- la formation des agents d'hygiène, des techniciens sanitaires et des brigadiers sanitaires;
- la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le VIH SIDA;
- l'approvisionnement régulier des centres de santé en anti-rétroviraux pour une meilleure prise en charge des personnes vivant avec le VIH SIDA.

3) DESCRIPTION GÉNÉRALE DU RÉGIME D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

Règles générales

83. Dans le cadre de la politique de libéralisation du commerce, les dispositions d'ordre législatif ou réglementaire jugées contraignantes ont pour l'essentiel été supprimées ou amendées.

a) Importations

84. Les licences d'importation ont été supprimées dans le cadre des mesures du Programme d'ajustement structurel (Loi no 90-005 du 15 mai 1990 et Loi no 93-007 du 29 mars 1993) pour répondre au souci du libéralisme économique.

85. Toutefois pour des raisons d'ordre sanitaire, l'importation de certains produits pourraient être interdite.

86. En outre, l'importation des produits de nature dangereuse pour la santé humaine et la sécurité de l'Etat est subordonnée à une autorisation spéciale.

b) Exportations

87. L'exportation des produits béninois se fait sur simple autorisation de la Direction du commerce.

88. Pour préserver les ressources naturelles de notre pays (la flore) le bois de teck à l'état brut ne peut être exporté pour le moment, seul le bois transformé peut l'être.

4) CADRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

a) Lois et règlements régissant l'application de la politique commerciale

89. La Constitution est la Loi suprême de la République du Bénin. Une assemblée nationale unique exerce le pouvoir législatif.

90. L'Assemblée nationale vote les lois, y compris les lois de finances qui déterminent les objectifs de dépenses et de recettes de l'État.

91. Le Président de la République est investi du pouvoir de négocier et de conclure les accords internationaux, il peut déléguer ce pouvoir à un ministre ou à un membre de l'Exécutif. S'il est

nécessaire de modifier la législation pour la mettre en conformité avec les dispositions d'un accord, le Parlement doit voter une loi autorisant cette modification.

92. La politique commerciale est appliquée par plusieurs institutions et organes exécutifs du gouvernement. En cas de besoin, le Ministre en charge du commerce peut présenter des projets de loi.

93. Les lois relatives au commerce couvrent plusieurs domaines, à savoir:

- le tourisme;
- le contrôle des marchandises;
- la concurrence;
- les poids et mesures;
- les investissements;
- le secteur financier et bancaire;
- les activités de commerce;
- la privatisation.

IV. CADRE DE FORMULATION ET DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

1) CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

a) Amélioration de l'Environnement institutionnel et réglementaire en matière commerciale

Mesures d'ordre institutionnel

94. Des mesures importantes ont été prises par le Gouvernement dans le cadre des différents programmes d'ajustement structurel pour rendre l'environnement institutionnel et réglementaire propice au développement du commerce.

95. Au nombre des mesures ayant trait à l'environnement institutionnel, nous pouvons citer:

- la création par le décret n° 97-292 du 19 juin 1997 du Centre de Formalité des Entreprises communément appelé «guichet unique»; il a pour objectif de permettre aux opérateurs économiques nationaux et étrangers, personnes physiques ou morales, d'accomplir en un lieu, dans un délai minimum, et à un coût réduit, les formalités et déclarations auxquelles ils sont tenus par les lois et les règlements en vigueur dans les domaines juridiques, administratif, social, fiscal et statistique, liés à la création d'entreprises, aux modifications, à la création d'établissements secondaires, à la cessation des activités et à leur dissolution;
- la création d'une Association de Développement des Exportations (ADEX) qui regroupe les représentants des secteurs publics et privé intervenant dans la chaîne des exportations et qui a pour objet la promotion, le développement et la diversification de la production et des exportations. Elle dispose des fonds d'appui à frais partagés pour réaliser des études sur les filières existantes et sur les produits à forte potentialité. Elle participe également au financement des activités d'appui aux entreprises de la chaîne des exportations et de leur association;

- la création de structure de promotion tels que l'Observatoire des Opportunités d'Affaires, le Centre Béninois de Normalisation et de Gestion de la Qualité (CEBENOR);
- la création de structures de concertation entre les acteurs des différentes filières:
 - textiles, fruits et légumes anacardes;
 - oléagineux et manioc;
 - ciment et produits pétroliers.
- la mise en place d'un système d'information permettant une bonne régulation des prix et des stocks;
- la création d'une zone franche industrielle à Sèmè Kraké, dans le département de l'Ouémé.

Mesures d'ordre réglementaire et législatif

96. S'agissant des mesures d'ordre réglementaire et législatif, nous pouvons citer la prise de la Loi n° 90-005 du 15 mai 1990 fixant les conditions d'exercice des activités de commerce en république du Bénin qui est une étape importante en faveur du libéralisme économique. Elle affirme la non discrimination entre les opérateurs économiques publics et privés et ceux nationaux et étrangers en matière de conditions d'installation et d'exercice des activités de commerce. Cette loi a permis aussi de lever de nombreuses contraintes qui pesaient sur les activités commerciales en l'occurrence la suppression:

- de l'agrément préalable du Ministre chargé du commerce à l'installation des commerçants étrangers ou de transfert préalable en devises de l'équivalent de Cent Millions (100.000.000) de Francs CFA dans une banque locale;
- de toutes formes de contingentement ou de prohibitions de produits à l'importation, à l'exception des produits jugés dangereux pour la vie des personnes et des animaux et la sécurité de l'État.
- de l'obligation pour les importateurs de justifier de la réalisation d'investissement en immobilisation commerciale après trois ans d'activités.

Conditions générales d'installation pour l'exercice des activités commerciales

97. Les conditions à remplir par tous commerçants tant nationaux qu'étrangers pour s'installer et exercer des activités commerciales en République du Bénin se résument comme ci-après:

- être inscrit au registre du commerce tenu par le greffe du tribunal;
- être titulaire de la carte professionnelle de commerçant (cette carte est délivrée par la Direction chargée du Commerce intérieur;
- être enregistré à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin.

98. A la différence de l'ancienne loi où seuls les étrangers étaient assujettis à l'obtention de la carte professionnelle de commerçant, pour exercer en République du Bénin, la nouvelle loi prescrit la délivrance de cette carte à toutes les catégories de commerçants tant nationaux qu'étrangers et suivant les mêmes critères qui sont définis par décrets pris en Conseil des Ministres.

2) DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DE FORMULATION ET DE MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

99. Le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion de l'Emploi est chargé de la conception de la mise en œuvre et de l'administration de la politique commerciale du Bénin, en collaboration avec les institutions étatiques compétentes en la matière, à savoir:

- le Ministère des Finances et de l'Économie (le Direction Générale des Affaires Économiques, Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Direction Générale du Budget);
- le Ministère du Plan, du Développement et de la Prospective;
- le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche;
- le Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme, etc.

100. La conception et l'élaboration des mesures de politique commerciale se fait dans le cadre d'une concertation entre le secteur privé (Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin, Chambre d'Agriculture, Conseil National du Patronat, l'association Nationale des Consommateurs) et les institutions impliquées dans le commerce.

a) Institutions impliquées dans le développement du commerce

101. Les institutions impliquées dans le développement du commerce sont les suivantes:

102. Les structures chargées de la promotion des exportations:

- Centre Béninois du Commerce Extérieur;
- Conseil National pour l'Exportation;
- Association de Développement des Exportations.

103. Les structures chargées de l'information commerciale:

- l'observatoire des Opportunités d'Affaires du Bénin;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin.

104. La structure chargée de la promotion des investissements:

- le Centre de Promotion des Investissements.

105. La Commission Inter - Institutionnelle

106. Dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, le Gouvernement béninois s'est doté, avec l'appui du programme Intégré Conjoint CCI/CNUCED/OMC (JITAP), d'une Commission Inter Institutionnelle chargée du suivi et de la mise en application des accords de l'Organisation Mondiale du commerce (CII).

107. Cette commission a été créée par le décret N° 99-022 du 22 janvier 1999 et comprend environ 40 membres issus des ministères impliqués dans la gestion du système commercial multilatéral, le secteur privé et la société civile. Elle est constituée de 4 groupes de travail sur les questions relatives aux domaines de négociations en cours à l'OMC. Il s'agit du:

- groupe de travail sur les marchandises;
- groupe de travail sur les services;
- groupe de travail sur les Aspect des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au commerce;
- groupe de travail sur les questions de Singapour.

108. Cette commission a pour missions entre autres de:

- constituer une plate forme de concertation pour aider à la prise de décisions en matière de politique commerciale et pour assurer la coordination des ajustements législatifs et institutionnels requis conformément aux engagements pris dans le cadre des accords commerciaux régionaux, plurilatéraux et multilatéraux;
- servir de forum pour l'analyse et la proposition de négociations du Bénin, préparer et assister les négociateurs dans les négociations commerciales futures sur la base d'un agenda positif et d'objectifs clairement définis;
- veiller à la cohérence entre les objectifs commerciaux régionaux et multilatéraux.

109. Somme toute, la Commission inter institutionnelle a permis, à travers ses activités de mieux appréhender les enjeux des négociations multilatérales, plurilatérales et régionales, notamment celles en cours au sein de l'OMC.

110. Toutefois, le manque de moyens matériels et logistique ainsi que l'absence de budget empêchent la Commission Inter Institutionnelle de jouer pleinement sa mission.

La Commission nationale Afrique Caraïbes Pacifique – Communauté Économique Européenne (ACP - CEE) et son Secrétariat Permanent

111. La Commission Nationale ACP-CEE, créée par décret N°88-261 du 30 juin 1988, s'occupe des relations entre les Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et ceux de la Communauté Économique Européenne (CEE) et est chargée de:

- suivre l'état des relations entre la République du Bénin et les pays de la CEE et entre le Bénin et les pays ACP;
- débattre de tous les problèmes ayant trait à la coopération ACP-CEE et de définir les positions à adopter par le Bénin sur ces problèmes.

112. Compte tenu des nouvelles innovations qu'impose l'Accord de Cotonou du fait de l'inclusion des nouveaux acteurs non étatiques (société civile, secteur privé, acteurs non économiques) dans le partenariat, la mise en œuvre de l'Accord suppose l'adaptation du décret aux nouvelles réalités.

113. L'utilisation du décret s'impose pour prendre en compte les acteurs non étatiques et les départements ministériels chargés de la gestion de ces acteurs.

Commission Nationale AGOA

114. Créée par décret N° 2003-480 du 1^{er} décembre 2003, la Commission Nationale AGOA a pour mission entre autres de:

- suggérer à l'État toutes les démarches dans le but de tirer profit des préférences commerciales offertes par la loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique Subsaharienne;
- initier et suivre la mise en œuvre de toutes mesures et actions visant à susciter et faciliter les délocalisations d'entreprises et de joint-ventures avec des firmes étrangères désireuses d'opérer dans la confection textile et vestimentaire comme dans d'autres secteurs porteurs pour l'économie du Bénin;
- initier et suivre la mise en œuvre de toutes actions visant à développer les actions dans les domaines agricoles, commercial, industriel, artisanal et touristique en rapport avec les opportunités offertes par la loi.

V. LES INSTRUMENTS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE

1) LES MESURES TARIFAIRES

Les droits de douane

115. La politique tarifaire adoptée par le Bénin s'inscrit dans le cadre de la politique commerciale de l'UEMOA qui est entrée en vigueur depuis le 31 janvier 2000. Cette politique se traduit par:

- la mise en œuvre d'un tarif extérieur commun;
- un désarmement tarifaire;
- la mise en place d'un dispositif complémentaire de taxation.

116. Les droits et taxes inscrits au TEC sont les suivants:

- droits de douane: la structure tarifaire du droit de douane comprend quatre taux (0%, 5%, 10% et 20%) applicables en fonction de la nature des produits qui sont répartis en catégories;
- redevance statistique: le seul taux applicable est de 1%;
- Prélèvement communautaire de solidarité (PCS): il comprend un seul taux qui est de 1% sur la valeur en douane des marchandises importées des pays tiers par les États membres de l'Union. Son assiette est constituée par la valeur en douane applicable dans chaque État Membre; les recettes perçues à ce titre sont destinées à couvrir les moins values des pertes subies par les États importateurs de produits originaires des autres États membres de l'Union, du fait de l'application du régime préférentiel.
- Droits à caractère temporaire: Taxe Dégressive de protection (TDP) et Taxe Conjoncturelle à l'Importation (TCI): deux taux sont prévus pour la TDP;
- Le prix de la TCI est fixé à 10% de la valeur déterminée à partir du prix de déclenchement.

Taxes à l'exportation

117. Au Bénin il n'existe aucune taxe à l'exportation.

Taxe Dégressive de Protection

118. Le Bénin n'applique pas la Taxe dégressive de protection ni la Taxe conjoncturelle à l'importation. Par contre, il applique les droits supplémentaires de l'UEMOA et de la CEDEAO (dont la redevance statistique à 1 pour cent *ad valorem*), qui sont perçus uniquement sur les importations en

provenance des pays tiers, et ont un caractère permanent. Le Bénin met en application la politique commerciale commune de l'UEMOA

Tarif Extérieur Commun

119. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive de l'UEMOA en la matière, le Gouvernement béninois a pris l'ordonnance N° 2000/01 du 02 janvier 2000 portant loi de finances gestion 2000 relayée par la note de service N° 168/DGDDI/DAR du 27 janvier 2000 portant application au Bénin du Tarif extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA.

Taxes intérieures

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

120. La TVA est introduite au Bénin depuis 1991 et s'applique à un taux unique de 18% sur la vente des biens et services. Toutefois, certains produits en sont exonérés (médicaments, produits et spécialités pharmaceutiques et les produits de la médecine vétérinaire).

Evaluation en douane

121. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté N° 101/MFE/DC/SGM/DGDDI/DAR du 17 septembre 2002 mettant en application à compter du 1^{er} septembre 2002 le Règlement N°055/CM/UEMOA du 06 août 1999 de l'Union Économique et Monétaire Ouest africaine, portant valeur en douane des marchandises importées, le Bénin applique l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane depuis le 01 janvier 2003.

2) AUTRES INSTRUMENTS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE

a) Inspection avant expédition

122. Un système d'inspection obligatoire des marchandises avant expédition est en place depuis 1991. Ainsi donc toute importation de marchandises est soumise aux formalités de la société d'inspection et consistent à:

- rédiger une demande d'importation pour toute facture supérieure à 3 millions de francs CFA (voie maritime);
- faire contrôler les marchandises avant embarquement;
- produire la facture définitive après inspection;
- se faire délivrer un certificat d'évaluation douanière qui sera obligatoirement présenté au Service des douanes au moment du dédouanement des marchandises.

123. En cas de sous-évaluation, la société d'inspection rejette les valeurs qui figurent sur la facture et procède au réajustement nécessaire au vu des informations dont elle dispose dans le pays d'importation ou en tenant compte des valeurs de produits similaires. Elle en fait mention sur le certificat d'évaluation douanière.

124. Au Bénin les activités d'inspection avant expédition sont confiées à la société BIVAC qui exerce cette activité au Bénin depuis octobre 1994.

b) Code communautaire sur la concurrence

125. Depuis le début de 2003, la politique en matière de concurrence sur le marché national est régie par une réglementation de l'UEMOA qui s'étend aux pratiques anticoncurrentielles et les aides d'État.

VI. CONCLUSION

126. Depuis la conférence des forces vives de la Nation qui s'est déroulée en 1990 et qui a marqué la fin du monopole de l'État dans les secteurs de l'économie, le Bénin a opté pour un système d'économie libérale. Dans ce cadre, et sous la houlette des programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire International et la Banque Mondiale, beaucoup de réformes ont été engagées pour rendre l'environnement économique et institutionnel propice au développement des affaires.

127. Ainsi une nouvelle loi régissant les activités commerciales au Bénin (Loi 90-005 du 15 mai 1990 a été votée pour libéraliser le commerce en République du Bénin.

128. Les différents obstacles au commerce, les mesures de contingentement ou de limitation de quotas, licences d'importations ont été supprimés.

129. Sur le plan des réformes tarifaires et de la fiscalité, les réformes tarifaires de 1991 et 1994 ont permis de réduire à deux le nombre de droit prélevés sur les importations et la fourchette des taux est passé de 16 à 5% alors que les taxes d'exportation ont été entièrement éliminées. Le Gouvernement a introduit la taxe sur la valeur ajoutée en 1991 et procédé à un allègement et –à une simplification de la fiscalité directe tout en élargissant l'assiette fiscale. Depuis 1990, plusieurs lois ont été votées par l'Assemblée Nationale afin de rendre plus fiable et attrayante les conditions d'exercice des activités commerciales et d'investissement. A cet effet le code des marchés publics, le code des douanes et le code des investissements ont été adoptés.

130. Somme toute, le Gouvernement s'engage à jouer pleinement sa partition, notamment avec le concours des partenaires au développement. Bon nombre des actions identifiés figurent déjà dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAGII). D'autres sont déjà exécutées ou sont en cours d'exécution dans le cadre du Programme d'Investissement Publics (PIP). Le Gouvernement sollicitera l'appui technique et financier des partenaires au développement pour assurer de façon globale la mise en œuvre de cette politique.
